



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS **2016**



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - République centrafricaine, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-68-85-0

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	v
Remerciements	vii
La République centrafricaine en bref	viii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	2
3. Performances économiques	6
3.1 Croissance économique et performances sectorielles	6
3.2 Politique budgétaire	9
3.3 Inflation et politique monétaire	10
3.4 Compte courant	11
3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement	12
4. Développement social	14
4.1 Dynamique démographique	14
4.2 Pauvreté et emploi	14
4.3 Santé	15
4.4 Éducation	16
4.5 Évaluation de l'égalité de genre en RCA	17
5. Relever le défi de la reconstruction économique à la faveur des corridors de développement	19
5.1 Contraintes tenant à l'enclavement	19
5.2 Corridors de transport	21
5.3 Corridors de développement	21
5.4 Conditions de la transformation des corridors de transports en corridors de développement	22
6. Evaluation de la qualité des données nationales	24
Bibliographie	25

Liste des sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BSR-AC	Bureau sous-régional en Afrique centrale
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CCAB	Couloir de croissance agricole de Beira
CCI	Centre du commerce international
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUA	Commission de l'Union africaine
EIU	Economist Intelligence Unit
FCFA	Franc CFA
FMI	Fonds monétaire international
ICASEES	Institut centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales
ICF	Indice de la condition féminine
IDE	Investissement direct étranger
IDH	Indice de développement humain
IDISA	Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH / sida
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

RCA	République centrafricaine
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SNU	Système des Nations Unies
TIPAC	Transit Inter-États des Pays de l'Afrique centrale
TMM	Taux de mortalité maternelle
UIP	Union interparlementaire
UIS	Institute for Statistics
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Remerciements

La série de profils de pays publiés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la République centrafricaine a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovannie Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique, chargée de la diffusion du savoir, et a été rédigé sous la supervision générale d'Antonio Pedro, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale. L'équipe de rédaction était coordonnée par Ghitu-I-Mundunge et comprenait Mamadou Malick Bal et Laurent d'Aronco.

D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par la Banque des États de l'Afrique centrale. Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la CEA a fourni de précieuses observations et des contributions. Nous tenons également à remercier M. François Nkoa, professeur à l'Université de Yaoundé II (Cameroun) pour ses critiques d'expert et sa perspicacité.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

La République centrafricaine en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique Centrale	Indice de développement humain	187	188	2015	PNUD
Langue officielle	Français, Sangho	Indice d'inégalités entre les sexes	187	188	2014	PNUD
Monnaie	Franc CFA	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	52	54	2014	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Bangui	Indice de la facilité de faire des affaires	185	189	2016	Banque mondiale
Appartenance à une/ des Communauté(s) économique(s) régionale(s)	CEEAC, CEMAC, CEN-SAD	Indice de perception de la corruption	145	168	2015	Transparency International



Croissance économique

La croissance économique de la RCA qui s'est consolidée en 2015, sa progression ayant été estimée à 4,9 %, contre 0,7 % en 2014 en raison de la relative accalmie sur le plan sécuritaire, devrait atteindre 5,9 % en 2016, à la faveur notamment de la normalisation de la situation sécuritaire et politique consécutive à la fin de la période de transition.



Politique budgétaire

La gestion des finances publiques en 2015 a accusé une aggravation du déficit budgétaire, base engagements hors dons représentant 8,1 % du PIB. L'accélération des dépenses par rapport aux recettes est venue creuser encore le déficit budgétaire qui devrait s'établir à 12,0 % du PIB en 2016.



Politique monétaire

L'amélioration de l'offre de produits alimentaires sur le marché a favorisé le recul des pressions inflationnistes en 2015, le taux d'inflation annuel s'étant situé à 2,0 %. En 2016, le redressement continu de la production locale de denrées alimentaires combiné à la faiblesse des cours internationaux du pétrole maintiendrait l'inflation au même niveau qu'en 2015. Le Comité de politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a décidé en avril 2016 de baisser de 50 % les coefficients des réserves obligatoires à constituer par les banques commerciales.



Compte courant

Le déficit du compte courant en 2015 s'est aggravé s'étant établi à 9,1 % du PIB contre 7,6 % du PIB en 2014. Cette contre-performance est imputable, en grande partie, au déficit de la balance commerciale et, dans une moindre mesure, à celui de la balance des services. Le déficit courant devrait se creuser davantage en 2016 pour atteindre 11,5 % du PIB.



Investissement direct étranger

Les flux d'investissements directs étrangers en RCA ont été stables en 2014 et en 2015 s'établissant à 3 millions de dollars, encore qu'ils soient loin des volumes antérieurs à la crise traduisant ainsi une détérioration du climat des affaires.



Dynamique démographique

La population de la RCA est estimée à 4,9 millions d'habitants en 2015, son taux d'accroissement naturel étant de 2,0 % et sa densité moyenne de 7,9 habitants au km². Essentiellement rurale (60 %), elle est constituée en majorité de jeunes.



Pauvreté

Selon la dernière enquête centrafricaine sur le suivi et l'évaluation du bien-être réalisée en 2008, le taux de pauvreté était de 62 %. Il serait aujourd'hui de 70 % en raison de l'impact de la crise politico-sécuritaire venue fragiliser davantage les conditions sociales et le développement humain.



Emploi

Près d'un actif sur quatre (24,2 %) est au chômage dont 25,7 % de personnes en milieu urbain contre 23,4 % en milieu rural.



Santé

La crise a provoqué un recul de l'espérance de vie à la naissance qui dépasse à peine 49 ans. La mortalité des enfants de moins de cinq ans pour 1000 naissances vivantes est passée de 129 en 2012 à 139 en 2015. La mortalité infantile (moins de 1 an) pour 1000 naissances vivantes a également augmenté passant de 91 en 2012 à 96 en 2015, la santé maternelle ayant, quant à elle été aggravée par la crise. Environ 880 femmes pour 100 000 naissances vivantes sont décédées en couches en 2015 contre 540 pour 100 000 naissances vivantes en 2012.



Éducation

Le taux d'alphabétisation des Centrafricains âgés de 15 à 24 ans était de 36,4 % en 2015, dont 48,9 % chez les hommes et 27,0 % chez les femmes. Le taux net de scolarisation dans le secondaire ayant été de 13,6 % en 2012. Les filles sont nettement désavantagées par rapport aux garçons, le taux net de scolarisation secondaire de ces derniers ayant été de 17,93 % en 2012 soit près du double de celui des filles qui était de 9,34 %.



Genre

Dans le domaine de l'emploi, 16,5 % seulement des femmes sont salariées dans le secteur non agricole. Désavantagées sur le marché du travail par rapport aux hommes, elles ne participent guère non plus à l'entreprise de gouvernance locale. Elles restent encore faiblement représentées dans les sphères de la vie publique et politique, ainsi que dans les instances de prise de décisions. Le gouvernement de 23 membres issu des dernières élections ne compte que 4 femmes.

Vue d'ensemble

Amorcée en 2014, la reprise de l'activité économique en République centrafricaine (RCA) s'est poursuivie en 2015. Selon les données de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 4,9 % en 2015 en augmentation par rapport à celui de 2014 qui était de 0,7 %, cette bonne performance ayant été favorisée notamment par la relative accalmie sur le plan sécuritaire. Le succès des élections législatives et présidentielles, l'amélioration de la sécurité ainsi que le retour progressif des populations déplacées ont contribué à l'accélération de la croissance économique qui devrait s'établir à 5,4 % en 2016. L'inflation annuelle s'est établie à 2,0 % en 2015 contre 17,8 % en 2014, l'offre de produits alimentaires sur le marché s'étant améliorée. L'inflation en 2016 serait au même niveau que celui enregistré en 2015 en raison de la progression de l'offre de denrées alimentaires combinée à la baisse des cours mondiaux du pétrole. La gestion des finances publiques en 2015, a, quant à elle, vu s'aggraver le déficit budgétaire, base engagements hors dons représentant 8,1 % du PIB. Ce déficit devrait se creuser encore en 2016 pour atteindre 12 % du PIB à cause de l'accélération des dépenses par rapport aux recettes. Le déficit du compte courant a, quant à lui, augmenté en 2015 s'étant établi à 9,1 % du PIB contre 7,6 % du PIB en 2014 en raison principalement du déficit de la balance commerciale. Le déficit courant devrait atteindre 11,5 % du PIB en 2016.

La situation sociale demeure précaire en raison de la succession de crises sociopolitiques que la RCA a connues ces deux dernières décennies et dont la plus récente, celle de 2012-2013, a plongé le pays dans la guerre civile, ce qui explique la forte dégradation des indicateurs sociaux comme il ressort du rapport d'évaluation finale des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) établi conjointement par les autorités centrafricaines et le Système des Nations Unies en RCA. L'espérance de vie à la naissance, en recul depuis plusieurs années, dépasse à peine 49 ans, le taux de pauvreté étant estimé à 70 % de la population.

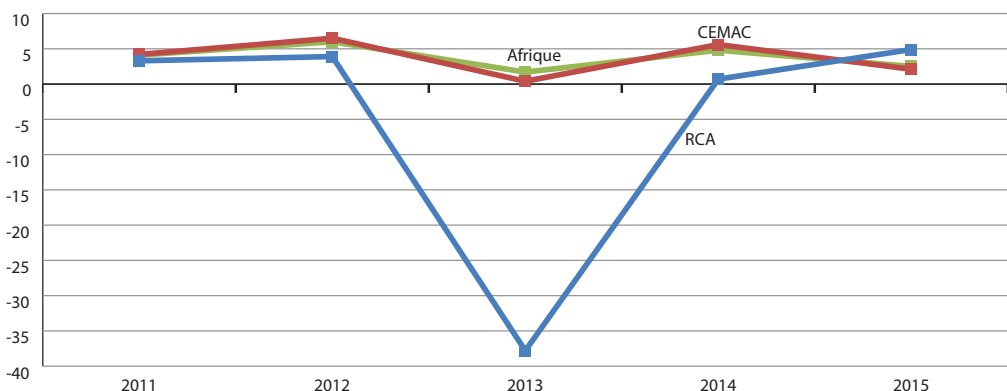
Ainsi, étant donné la faiblesse des recettes fiscales et la forte dépendance à l'égard de l'aide budgétaire extérieure, les nouvelles autorités élues doivent tout mettre en œuvre pour rebâtir l'économie et restaurer la cohésion sociale du pays. Elles devront relever un des principaux défis du pays, à savoir celui de la reconstruction des infrastructures socioéconomiques en misant notamment sur les corridors de développement en vue de transformer le pays.

Contexte national et sous-régional

La RCA est la plus petite économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Son PIB nominal ayant été estimé à 909,2 milliards de FCFA en 2015, le pays représente environ 2 % du PIB total de la CEMAC. Entamée en 2014, la reprise de l'activité économique dans le pays s'est confirmée en 2015. Exprimée en termes réels, la croissance du PIB pour l'année 2015 serait de l'ordre de 4,9 % contre 0,7 % pour l'année précédente. La consolidation de la croissance économique en 2015 s'explique par l'amélioration de la situation politique et sécuritaire. Celle-ci a eu un impact positif sur la production des biens de consommation courante; le sous-secteur du bâtiment et de la construction et sur les activités de transport et de commerce le long du corridor Bangui-Douala, par lequel transite l'essentiel des échanges extérieurs du pays¹.

La croissance de la RCA est passée en fin 2015 au-dessus de la moyenne de la CEMAC et de celle de l'Afrique. Elle devrait se renforcer en 2016 pour se hisser à 5,4 % en raison de la reprise observée dans la plupart des secteurs économiques à la faveur du succès des élections présidentielles et législatives et de la relative stabilité de la sécurité.

Figure 1: Taux de croissance du PIB de la RCA, de la CEMAC et de l'Afrique (%)



Sources : Banque des États de l'Afrique centrale, 2016 ; Commission économique pour l'Afrique, 2016

¹ Pays enclavé sans accès à la mer, la RCA est tributaire du corridor Douala - Bangui long de 1500 km par lequel s'effectue la quasi-totalité de ses échanges avec l'extérieur.

L'intégration sous-régionale représente un enjeu de taille pour la RCA, pays enclavé limitrophe de plusieurs pays de la sous-région (Cameroun, Tchad, Congo et République démocratique du Congo). Pays membre de la CEMAC, dont elle abrite le siège, la RCA appartient également à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et à la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad). Membre de la CEMAC, elle doit instituer un mécanisme de surveillance multilatérale des politiques budgétaires dont l'ossature s'articule autour de quatre critères de convergence : i) un solde budgétaire de base positif ou nul ; ii) un taux d'inflation annuel inférieur à 3 % ; iii) un taux d'endettement public (intérieur et extérieur) inférieur ou égal à 70 % du PIB et iv) une non-accumulation par l'État d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante. La RCA est parvenue à respecter le critère de convergence relatif au taux d'inflation en 2015, ce taux s'étant établi à 2,0 % soit le meilleur résultat enregistré depuis 2011, ce qui s'explique par la baisse des prix des produits alimentaires résultant de l'amélioration des circuits de distribution.

En dépit de son engagement politique et de sa position géostratégique en Afrique centrale, le pays ne tire pas assez profit de l'intégration régionale. Les échanges de la RCA avec le reste des Communautés économiques régionales (CER), dont elle est membre, sont faibles (voir encadré sur l'indice d'intégration régionale). L'insuffisance et surtout la médiocrité des infrastructures de transport et la détérioration du climat des affaires qui expliquent pour l'essentiel cette faible performance sont autant d'obstacles à la transformation structurelle de l'économie.

Encadré 1 : Indice d'intégration régionale en Afrique : RCA

L'indice d'intégration régionale en Afrique permet d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja.

Établi conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales ainsi que la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'indice.

Classement général :

Quatrième rang dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) (score: 0,50)*. Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (score: 0,66). Vingt deuxième rang dans la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) (score: 0,30).

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
Deuxième rang dans la CEEAC (score: 0,66). Le pays le plus performant dans la CEEAC est Sao Tomé-et-Principe (score: 0,7). 22 ^e rang dans la CEN-SAD (score: 0,26).	Sixième rang dans la CEEAC (score: 0,52). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (score: 0,98). 20 ^e rang dans la CENSAD (score: 0,18).	Neuvième rang dans la CEEAC (score: 0,07). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Burundi (score: 0,84). 26 ^e rang (ex-aequo) dans la CENSAD (score: 0,00).	Cinquième rang dans la CEEAC (score: 0,37). Le pays le plus performant dans la CEEAC est l'Angola (score: 0,66). 27 ^e rang dans la CEN-SAD (score: 0,01).	Quatrième rang dans la CEEAC (score: 0,89). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Gabon (score: 1). 10 ^e rang dans la CEN-SAD (score: 0,94).

Libre circulation des personnes: Les pays africains sont notés par référence à deux indicateurs de cette dimension de l'indice d'intégration régionale en Afrique : la proportion des protocoles ratifiés au sein des CER concernant la libre circulation des personnes et le nombre d'autres pays africains dont les ressortissants sont autorisés à y entrer sans visa ou moyennant un visa d'entrée. La RCA obtient des résultats insuffisants dans cette dimension. Selon les sources consultées, elle permet aux seuls ressortissants de quatre autres pays africains d'y entrer sans visa ou moyennant un visa d'entrée. La RCA a ratifié l'instrument de la CEEAC sur la matière (CEA, BAD et CUA, 2012 ; CEA, CUA et BAD, 2013 ; CEA et CUA, 2015).

Intégration commerciale: L'indice comprend un certain nombre d'indicateurs d'intégration commerciale, y compris les tarifs moyens frappant les importations au sein des CER, la facilité du commerce transfrontalier (tirés du rapport Doing Business de la Banque mondiale), les importations et exportations de biens au sein des CER. Le commerce des services n'est pas retenu faute de données sur le commerce intra-africain des services. Il ressort de l'examen de ces indicateurs que la RCA impose des droits de douane élevés aux importations en provenance de la CEN-SAD, le tarif moyen appliqué étant de 17 %, à en juger par les données les plus récentes disponibles. Elle applique cependant un tarif zéro aux importations en provenance de la CEEAC (Division de statistique de l'ONU 2015 ; CCI2015).

La RCA obtient également de faibles résultats pour ce qui est de la facilité de transport des marchandises à travers les frontières, occupant l'avant-dernier rang, devant le Soudan du Sud. Bien que la RCA soit un pays enclavé, il est frappant de constater que tous les autres pays enclavés d'Afrique (excepté le Soudan du Sud) obtiennent de meilleurs résultats en ce domaine.

* Un système de classification à l'échelle continentale, comparant les performances de tous les pays africains en termes d'intégration régionale, est en cours d'élaboration et sera inclus dans les prochaines mises à jour du présent profil de pays.

Les échanges de la RCA avec le reste des CER dont elle est membre sont également faibles. Les importations de ce pays en provenance de la CEN-SAD ne représentent que 0,2 % de son PIB, ses importations en provenance de la CEEAC n'entrant que pour 0,8 % dans son PIB. De même, ses exportations (hormis les réexportations) vers le reste de la CEN-SAD correspondent à environ 0,2 % de son PIB, ses exportations vers la CEEAC comptant également pour environ 0,2 % dans son PIB.

Intégration productive: Comme la plupart des pays africains, les échanges de la RCA ne sont pas très complémentaires avec ceux des membres de la même CER, ce qui indique que sa production n'est pas très spécialisée pour s'intégrer dans des chaînes de valeur régionales**. La RCA se classe parmi les quinze derniers pays africains en termes d'indice de complémentarité du commerce de marchandises de la CNUCED. L'indice en question mesure également l'intégration productive en examinant le commerce intrarégional de biens intermédiaires. Étant donné son faible niveau d'intégration commerciale, la RCA est faiblement intégrée au reste des CER dont elle est membre. Ce pays n'a importé que l'équivalent de 0,2 % de son PIB en biens intermédiaires et d'équipement de la CEN-SAD en 2013, se classant avant-dernier des membres pour lesquels des données étaient disponibles, et loin derrière la Côte d'Ivoire, pour laquelle la statistique équivalente est de 13 %. De même, les importations de biens intermédiaires et d'équipement de ce pays en provenance de la CEEAC n'ont représenté que 0,7 % de son PIB en 2013, derrière Sao Tomé-et-Principe (13 %), le Tchad (3 %) et le Congo (2 %).

En ce qui concerne les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement, la RCA est également faiblement intégrée. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement de ce pays vers les pays de la CEN-SAD n'ont représenté que 0,25 % de son PIB en 2013, loin derrière la Côte d'Ivoire et le Niger où elles ont représenté respectivement 10 % et 8 % du PIB. Au niveau de la CEEAC, cet indicateur, pour la RCA, est estimé à 0,4 % environ de son PIB la même année contre 1,6 % environ pour le Cameroun. Néanmoins, l'intégration productive étant faible dans de nombreux cas en Afrique, la RCA se classe toujours autour de la moyenne sur le continent du point de vue de ses résultats globaux dans cette dimension (CNUCED 2015 ; CEA et CUA 2015a).

Infrastructures: L'intégration de la RCA au reste du continent sur le plan des infrastructures est faible, puisqu'elle est classée dans le tiers inférieur des pays africains sur cette dimension. Selon les plus récentes données disponibles (2013), la bande passante Internet de la RCA par habitant d'environ 0,01 mégabit par seconde et par personne est la quatrième plus faible du continent. La bande passante Internet est importante pour les communications internationales, à la fois au sein de l'Afrique et au-delà, y compris pour soutenir le commerce des services. La RCA a la huitième plus faible capacité de production nette d'électricité par habitant en Afrique.

Dans l'ensemble, la RCA enregistre de mauvais résultats dans toutes les dimensions de l'intégration régionale. Le fait qu'elle se classe au niveau de la moyenne continentale en termes d'intégration productive, étant donné les faibles valeurs, s'explique sans doute par le faible degré d'intégration productive dans de nombreux pays africains.

** Cette complémentarité résulte de la moyenne des quantités suivantes : la complémentarité commerciale de la République centrafricaine avec la COMESA sa complémentarité commerciale avec la CAE et sa complémentarité commerciale avec l'IGAD.

3

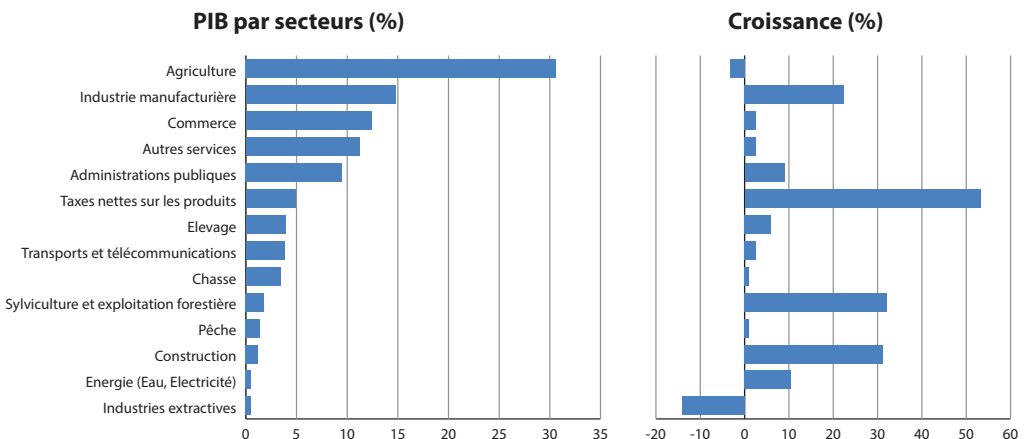
Performances économiques

3.1 Croissance économique et performances sectorielles

La croissance économique de la RCA s'est consolidée en 2015, ayant progressé de l'ordre de 4,9 %, contre 0,7 % en 2014 en raison de la relative accalmie sur le plan sécuritaire. La croissance économique aurait été plus élevée sans la résurgence des violences intercommunautaires et des incertitudes liées à la fin de la transition politique.

Du côté de l'offre, la reprise s'explique essentiellement par la bonne tenue du secteur secondaire qui a progressé de 22,2 % par rapport à 2014. Ce chiffre s'explique par la hausse de la production des biens de consommation courante consécutive à un meilleur approvisionnement des entreprises en matières premières et en énergie d'une part, et, d'autre part, par la bonne tenue du sous-secteur du bâtiment et de la construction. Le secteur tertiaire a également concouru à la croissance ayant progressé de 4,6 % en raison notamment de l'expansion des activités de commerce et de transport sur l'axe routier Bangui-Douala par lequel s'effectue l'essentiel des échanges extérieurs de la RCA. Le secteur primaire a, quant à lui, enregistré un recul de 1,2 % malgré la reprise observée dans les sous-secteurs forestier et de l'agriculture vivrière, cette contre-performance étant

Figure 2 : Parts sectorielles dans le PIB et taux de croissance des principaux sous-secteurs d'activité en 2015



Source : BEAC, 2016

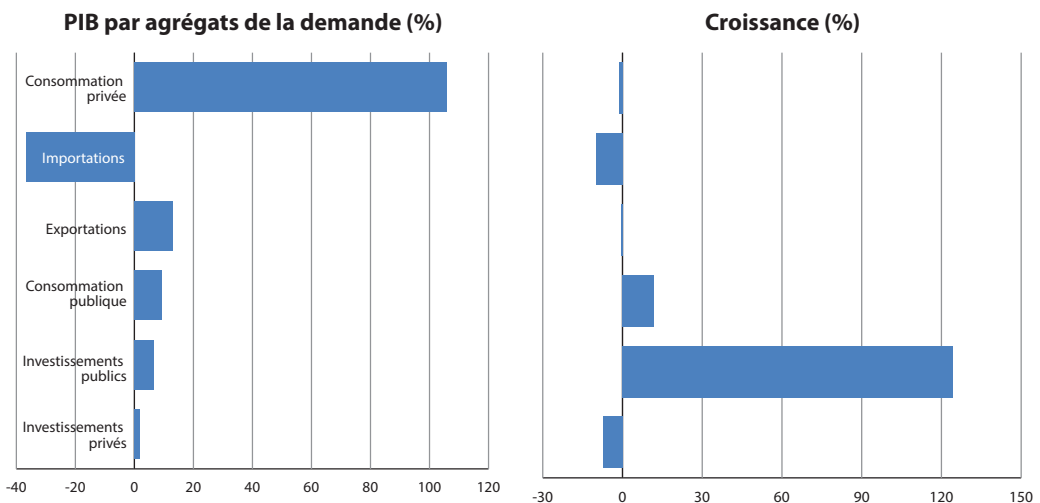
imputable à la baisse de la production des cultures de rente (coton et café) et aux difficultés de l'industrie extractive.

La composition sectorielle du PIB montre la prédominance du secteur primaire qui a représenté 41,7 % du PIB en 2015, suivi du secteur tertiaire (36,8 %) et du secteur secondaire (16,5 %).

Les difficultés qu'éprouve la RCA à opérer une véritable transformation structurelle de son économie tiennent à la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans le PIB, lesquels sont dominés respectivement par l'agriculture et les services traditionnels. L'abondance de ressources en bois offre pourtant à ce pays de réelles perspectives pour développer une industrie forestière porteuse de valeur ajoutée et de créations d'emplois. Le pays compte également d'importants gisements de minéraux tels que le fer, l'or, l'uranium, le cuivre et les diamants. Toutefois, seuls ces derniers sont exploités dans les régions centrales et le sud-ouest du pays.

En ce qui concerne la demande, la croissance économique a bénéficié des investissements publics qui ont progressé de 124,2 % entre 2014 et 2015 par suite notamment de la réalisation des travaux d'aménagement urbains dans la ville de Bangui, de la remise en état des bâtiments administratifs et de l'exécution de travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) financés par des partenaires techniques et financiers. La consommation finale qui avait augmenté durant les neuf premiers mois de l'année 2015 grâce aux appuis financiers extérieurs, à l'aide humanitaire et au règlement des salaires des fonctionnaires, a fini par subir le contrecoup des violences enregistrées à la fin du mois de septembre 2015 et des incertitudes

Figure 3 : Parts relatives des agrégats de la demande par rapport au PIB et taux de croissance en 2015



Sources : BEAC, 2016

Encadré 2 : Analyse comparative des prévisions pour la RCA

Les prévisions économiques fournissent des renseignements essentiels aux décideurs dans les secteurs public et privé. Des prévisions économiques fiables guident et soutiennent le processus de prise de décision d'un pays. Un certain nombre d'organisations produisent des prévisions de la croissance économique en République centrafricaine, notamment la Banque africaine de développement (BAD), le service de recherche du magazine The Economist (The Economist Intelligence unit, EIU) et le Fonds monétaire international (FMI)*. Les prévisions de ces sources étaient parfois très proches, mais ont également varié de 5,1 points de pourcentage au maximum entre 2008 et 2016 (voir la figure A). La BAD a produit les prévisions de croissance les plus optimistes avec environ 4,5 % en moyenne entre 2008 et 2016. Sur le plan prospectif, la prévision du taux de croissance la plus optimiste pour 2016 est celle du FMI (5,7 %), suivie de celles de la BAD et de l'EIU (4 %).

Le degré de précision de ces prévisions est crucial. La CEA a donc mené une analyse visant à évaluer quelles prévisions sont les plus précises à l'aide de l'erreur quadratique moyenne et de l'erreur moyenne absolue, qui sont les mesures les plus courantes utilisées pour évaluer les prévisions. En général, plus la valeur de ces erreurs est élevée, moins les prévisions sont exactes**. L'analyse des prévisions de la CEA sur la période 2008-2014 indique que les prévisions du FMI sont relativement plus précises, suivies de celles de la BAD, alors que les prévisions de l'EIU comportaient relativement plus d'erreurs de prévision (voir figure B).

Figure A: Prévisions des taux de croissance du PIB réel, par organisation

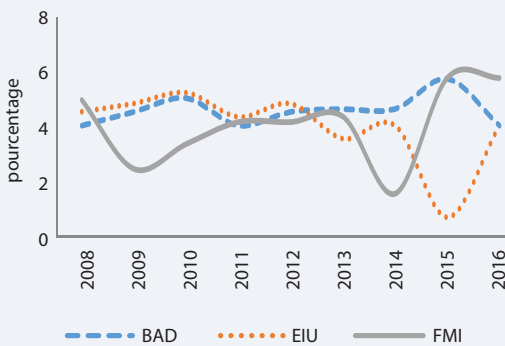
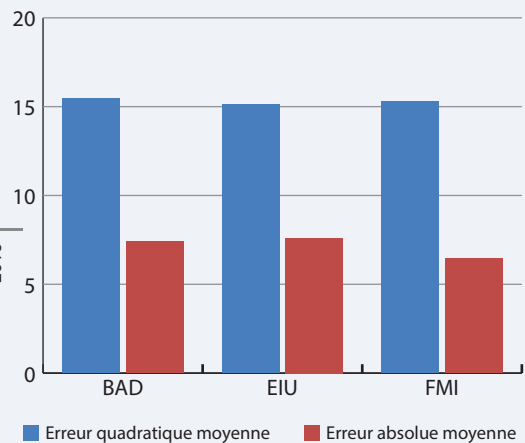


Figure B: Erreur de prévision (2008-2014)



Source: Commission économique pour l'Afrique (2015). Approaches to evaluating forecast performance: technical review - Août 2015. Addis-Abeba: CEA.

* Nous n'avons pas inclus la Banque mondiale dans les prévisions et l'évaluation des prévisions en raison du manque de données.
 ** Pour de plus amples informations sur ces termes et sur l'approche de la CEA pour évaluer la précision des prévisions, voir ECA (2015).

entourant le processus électoral. Par conséquent, elle a reculé de 0,8 %. L'évolution de la demande extérieure nette est venue de son côté nuire à la croissance économique en raison de la progression des importations de biens et services, consécutive à la reprise de l'activité économique et à la présence de forces internationales.

La croissance économique devrait se hisser à 5,9 % en 2016 à la faveur notamment de la normalisation de la situation sécuritaire et politique consécutive à la fin de la période de transition.

3.2 Politique budgétaire

Les autorités centrafricaines s'étaient principalement fixé pour objectifs de politique budgétaire en 2015 de mobiliser davantage de recettes et d'améliorer le contrôle des dépenses non prioritaires, tout en reconstituant le cadre normal de gestion des finances publiques.

Ainsi sur l'ensemble de l'année 2015, les recettes totales ont progressé de 59,2 %, représentant 7,3 % du PIB contre 5 % en 2014. Cette bonne performance résulte de l'effet mécanique de la croissance économique de 4,9 % enregistré en 2015, des progrès réalisés en matière de recouvrement des recettes, du soutien continu des partenaires techniques et financiers et de la levée partielle de l'embargo sur les exportations de diamants dans le cadre du Processus de Kimberley². Le taux de pression fiscale est passé de 4,5 % en 2014 à 6,7 % en 2015 rendant ainsi compte des progrès accomplis par l'administration fiscale s'agissant de mobiliser les ressources internes. Les dépenses totales ont quant à elles augmenté de 30,8 % représentant 15,4 % du PIB en 2015, dépassant ainsi le taux de 12,8 % du PIB obtenu en 2014, par suite de la hausse à la fois des dépenses en capital et des dépenses courantes nécessaire pour soutenir notamment les élections présidentielles et législatives.

En conséquence, la gestion des finances publiques en 2015 a accusé une aggravation du déficit budgétaire, base engagements hors dons représentant 8,1 % du PIB. L'accélération des dépenses par rapport aux recettes viendra creuser le déficit budgétaire qui devrait s'établir à 12,0 % du PIB en 2016. Quoiqu'en amélioration, le critère de convergence de la CEMAC portant sur le solde budgétaire primaire, qui doit être positif ou nul n'est pas respecté, ce

Tableau 1 : Finances publiques (en pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015 Estim.
Recettes totales	9,9	10,6	5,9	5,0	7,3
Dépenses totales	14,6	13,5	15,2	12,8	15,4
Dépenses courantes	11,0	9,0	13,5	10,6	10,6
Dépenses en capital	3,6	4,5	1,7	2,2	4,8
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-1,2	0,8	-7,0	-5,1	-3,1
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4,7	-2,9	-9,3	-7,8	-8,1
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-2,3	1,0	-6,5	2,4	0,5
Solde budgétaire de base (déficit -)	-2,0	0,3	-7,7	-5,7	-3,7

Source : BEAC, 2016

² Régime international de certification des diamants bruts, le Processus de Kimberley réunit gouvernements et industriels du diamant, l'objectif étant d'éviter de négocier sur le marché mondial, l'achat des diamants présentés par des mouvements rebelles dans le but de financer leurs activités militaires.

solde s'étant fixé à -3,1 % du PIB en 2015, contre -5,1 % en 2014, devant se situer à -2,5 % en 2016.

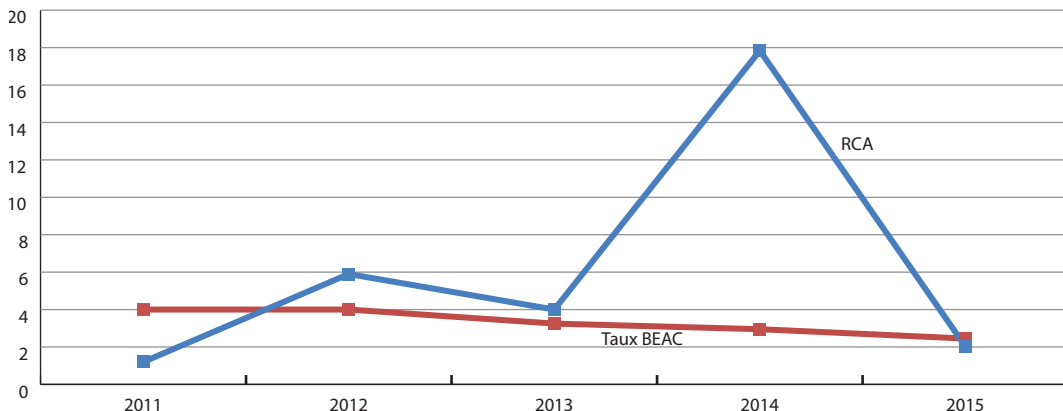
Estimé à 312,4 milliards de FCFA en 2015 (34,4 % du PIB) contre 310,4 milliards de FCFA en 2014, l'encours de la dette extérieure du pays devrait atteindre 379,6 milliards de FCFA en 2016 soit 34,6 % du PIB. Même si elle apparaît comme l'un des pays les plus endettés de la sous-région, la RCA continue de respecter le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'endettement public, lequel doit être inférieur à 70 % du PIB. Pour sa part, le ratio service de la dette / exportations de biens et services qui s'est légèrement accru de 8,2 % en 2014 à 8,6 % en 2015 atteindrait 10,5 % en 2016.

3.3 Inflation et politique monétaire

L'amélioration de l'offre de produits alimentaires sur le marché a entraîné le recul des pressions inflationnistes en 2015. Le taux d'inflation annuel s'est situé à 2,0 %, contre 17,8 % l'année précédente permettant ainsi à la RCA de respecter le seuil de 3 % prévu dans le cadre du mécanisme de surveillance multilatérale de la CEMAC. En 2016, le redressement continu de la production locale de denrées alimentaires combiné à la faiblesse des cours mondiaux du pétrole maintiendrait l'inflation au même niveau qu'en 2015.

La politique monétaire de la zone CEMAC menée par la BEAC, dont la RCA est membre, a pour objectif de garantir la stabilité monétaire. Elle vise un taux de couverture extérieure de la monnaie d'au moins 20 % et une faible progression du niveau général des prix plafonnée à 3 % selon les critères de convergence. Au vu du comportement des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière à court terme, la BEAC a décidé d'assouplir la politique monétaire de la zone ces dernières années en baissant successivement son principal taux directeur (le taux d'intérêt des appels d'offres) de 50 points en juillet 2013 ; 25 points en novembre 2013 ; 30 points en juillet 2014 et 50 points en juillet 2015. Ces baisses successives

Figure 4 : Taux d'inflation (en pourcentage)



Source : BEAC, 2016

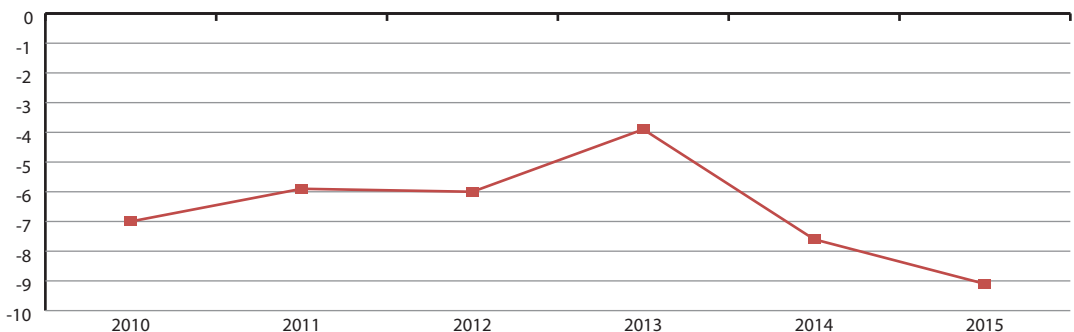
ont permis de ramener ce taux de 4 % à 2,45 % sur l'ensemble de la période. Dans la même tendance, le taux d'intérêt de prise en pension et le taux des avances aux Trésors qui se situaient avant juillet 2013 à 5,75 % et 4,0 % respectivement, ont également subi plusieurs baisses successives dont la plus récente a eu lieu en juillet 2015, venues les ramener respectivement à 4,20 % et 2,45 %. Au niveau des conditions de banque, le taux créditeur minimum des dépôts des clients resté inchangé depuis la dernière baisse intervenue en juillet 2014 se situe à 2,45 %. Ayant à sa réunion extraordinaire du 6 avril 2016, analysé l'évolution récente de la liquidité du système bancaire dans la CEMAC, le Comité de politique monétaire de la BEAC a décidé de baisser de 50 % les coefficients des réserves obligatoires prescrits aux banques commerciales des pays de la CEMAC, et donc à celles de la RCA.

3.4 Compte courant

Le déficit du compte courant en 2015 s'est aggravé s'étant établi à 82,5 milliards de FCFA (9,1 % du PIB) contre 63,7 milliards de FCFA (7,6 % du PIB) en 2014.

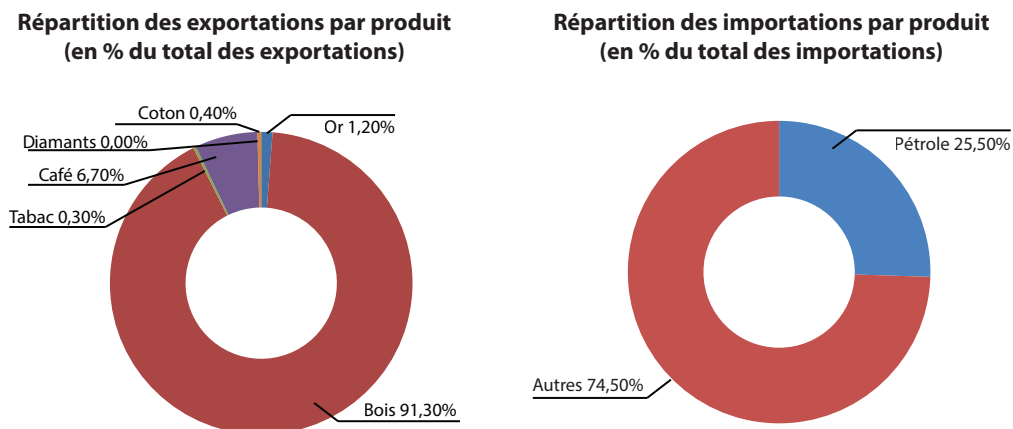
Cette évolution négative est imputable, en grande partie, au déficit de la balance commerciale et, dans une moindre mesure, à celui de la balance des services. En effet, en 2015, la valeur des importations de biens et services de la RCA, estimée à 204,7 milliards de FCFA, a été quatre fois plus élevée que celle des exportations estimée à 50,5 milliards de FCFA. On retiendra que les exportations de diamants, qui représentent une part non négligeable de la valeur des échanges extérieurs de la RCA, continuent de pâtir de la suspension du pays du processus de Kimberley³, en dépit de sa levée partielle en juillet 2015. Le déficit courant se creuserait davantage en 2016 à 11,5 % du PIB.

Figure 5 : Solde du compte courant (2010-2015, en pourcentage du PIB)



Source : BEAC, 2016

³ La suspension avait été imposée en mai 2013, deux mois après que le groupe rebelle Seleka a destitué le Président Bozizé. Diverses milices rivaliseront par la suite pour contrôler l'extraction et les circuits d'exportation du diamant en vue de soutenir l'effort de guerre et les activités illégales connexes. L'embargo a immédiatement mis fin aux exportations légales de diamants bruts en provenance de la RCA.

Figure 6 : Structure du commerce extérieur (2015)

Source : BEAC, 2016

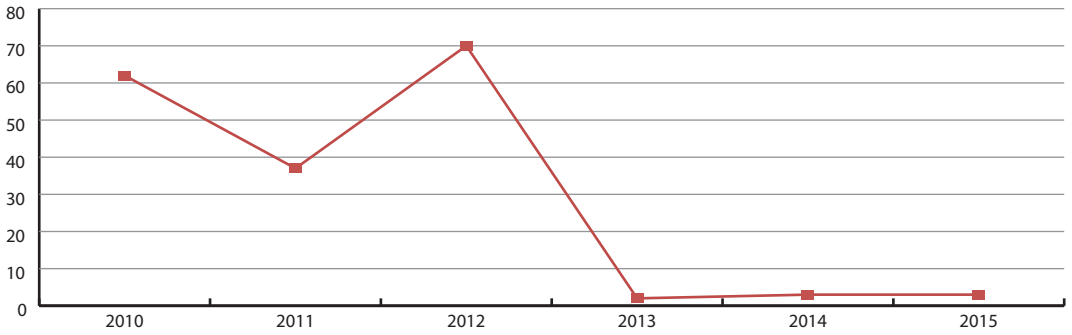
Il ressort de la structure des exportations de la RCA, pour l'année 2015, qu'elles sont constituées exclusivement de produits de base notamment le bois brut qui représente à lui seul 91,3 % de la valeur totale des exportations. Ce constat donne une idée des énormes efforts que le pays doit déployer pour opérer la transformation structurelle de son économie. Par exemple, il pourrait mettre en valeur le bois brut en investissant notamment dans les secteurs de deuxième et troisième transformation, dans la perspective de gains plus élevés en termes de valeur ajoutée. Les importations, quant à elles, sont constituées principalement de produits pétroliers (25,5 %) ; de biens d'équipement destinés aux projets d'investissements programmés pour l'année 2015 et de l'aide alimentaire.

3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement

L'excédent du solde de la balance des capitaux en 2015 s'est établi à 46,7 milliards de FCFA, soit bien en deçà des 93,4 milliards de FCFA enregistré en 2014, en relation notamment avec la diminution du solde du compte financier qui n'a pas été compensée par une augmentation du solde du compte de capital.

Selon les données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux d'Investissements directs étrangers en RCA ont été stables en 2014 et en 2015 s'établissant à 3 millions de dollars, même s'ils sont loin des niveaux enregistrés avant la crise, ce qui traduit une détérioration du climat des affaires. Le nouveau gouvernement gagnerait par conséquent à entreprendre en priorité d'améliorer le climat des affaires en vue de la transformation de l'économie centrafricaine.

Figure 7 : Flux nets d'investissements directs entrant en RCA (2010-2015, en millions de dollars)



Source : CNUCED 2016

4

Développement social

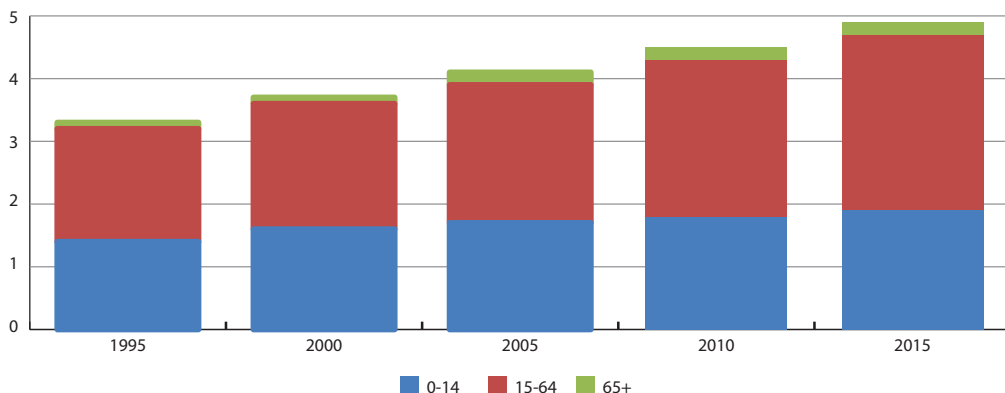
4.1 Dynamique démographique

La population de la RCA est estimée à 4,9 millions d'habitants en 2015 selon la Division de la population des Nations Unies, son taux d'accroissement naturel étant de 2,0 % et sa densité moyenne de 7,9 habitants au km². Essentiellement rurale (60 %), cette population est majoritairement jeune. Ainsi, les jeunes appartenant à la tranche d'âge allant de 0 à 14 ans représentent 39 % de la population, les habitants âgés de 15 à 64 ans 57 % et ceux âgés de plus de 65 ans, 4 % seulement.

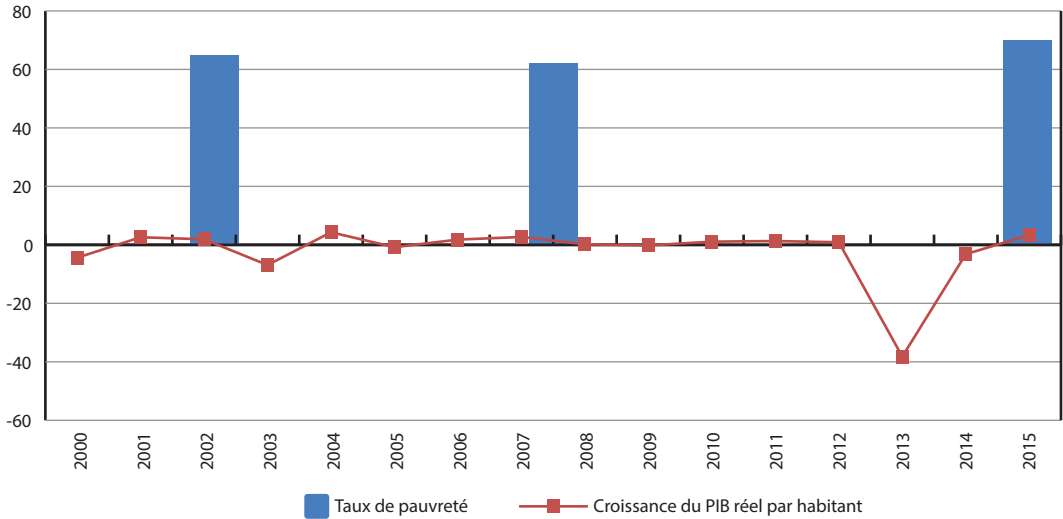
4.2 Pauvreté et emploi

La récente crise politique et sécuritaire est venue aggraver la précarité que vit la population sur presque toute l'étendue du territoire centrafricain. En l'absence de données actualisées sur le phénomène et en jugeant par la dernière enquête centrafricaine sur le suivi et l'évaluation du bien-être réalisée en 2008 situant le taux de pauvreté à 62 %, les autorités centrafricaines et le Système des Nations Unies en RCA évaluent à 70 % la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2015. Près de la moitié des pauvres vivent en milieu urbain tandis qu'en milieu rural, 7 personnes sur 10 environ vivent en dessous du seuil de la pauvreté, notamment dans les ménages dirigés par les petits producteurs agricoles et les artisans. En outre, les femmes sont plus touchées par le phénomène 77 % environ d'entre elles étant en proie à la pauvreté.

Figure 8 : Répartition de la population par tranche d'âge (en millions d'habitants)



Source : Division de la population des Nations Unies, 2015

Figure 9 : Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB réel par habitant


Sources : ICASEES, 2008, RCA-Nations Unies 2015; Banque Mondiale, 2016

L'ampleur de la pauvreté en RCA s'explique par le faible pouvoir d'achat lié à l'inégale répartition des revenus, la dégradation des conditions sociales et humanitaires et le taux élevé de chômage en milieu urbain et rural.

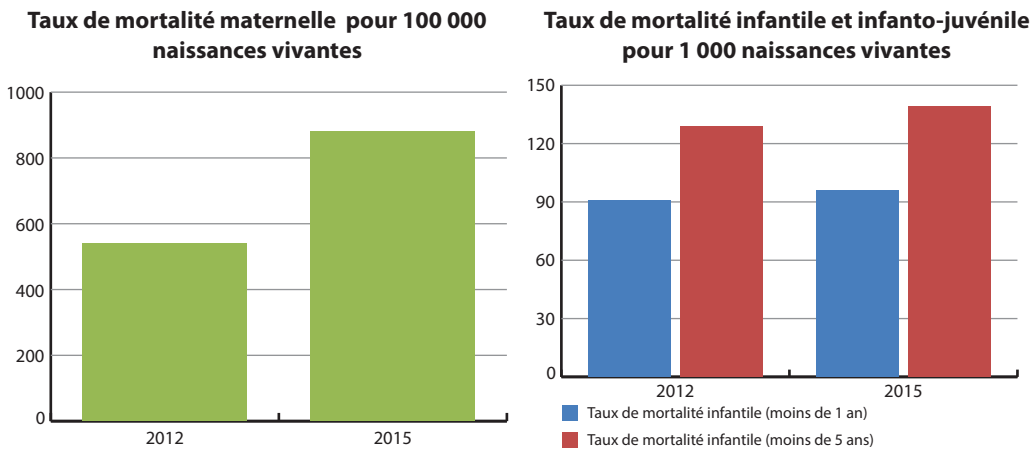
En effet, selon les données du Ministère de l'emploi, près d'un actif sur quatre (24,2 %) en 2015 est au chômage, dont 25,7 % de personnes en milieu urbain contre 23,4 % en milieu rural, les principales raisons de l'inactivité de la population en RCA étant : 1) la détérioration du climat des affaires venant entraver la promotion des investissements; 2) la destruction des unités économiques du secteur privé durant la crise; 3) l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

4.3 Santé

Selon le rapport final sur le suivi des OMD publié en 2015, la crise s'est traduite par un déclin de l'espérance de vie à la naissance qui dépasse à peine 49 ans.

En matière de réduction de la mortalité des enfants, les niveaux qui restent élevés s'expliquent essentiellement par l'impact de la crise et sa généralisation qui est venue désarticuler un système de santé déjà précaire. La couverture vaccinale est faible depuis plusieurs années, seulement 28 % des enfants de moins d'un an étant normalement complètement vaccinés à la fin de l'année 2013. Ainsi, selon les estimations du groupe interinstitutions des Nations Unies en RCA, la mortalité des enfants de moins de cinq ans pour 1000 naissances vivantes est passée de 129 en 2012 à 139 en 2015. Pour la même période, la mortalité infantile (moins de 1 an) est passée de 91 pour 1000 naissances vivantes en 2012 à 96 en 2015.

Figure 10 : Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) et taux de mortalité infantile et infanto-juvénile (pour 1 000 naissances vivantes)



Source : RCA-Nations Unies 2015

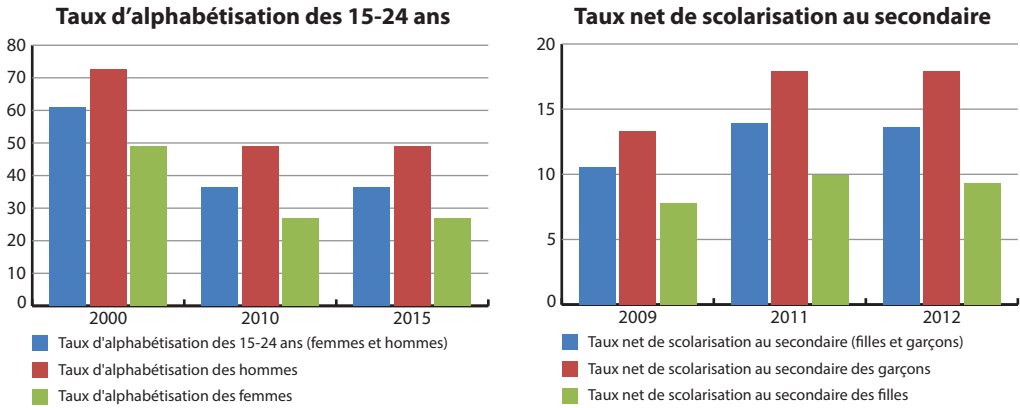
En ce qui concerne la santé de la mère, le taux de mortalité maternelle en RCA, qui est parmi les plus élevés au monde, a continué à se dégrader ces dernières années. Ainsi, 880 femmes environ pour 100 000 naissances vivantes sont décédées en couches en 2015 contre 540 pour 100 000 naissances vivantes en 2012, ces mauvais résultats s’expliquant essentiellement par : 1) le manque de personnel de santé qualifié; 2) l’éloignement des infrastructures sanitaires des populations au regard des normes internationales; 3) les mariages précoces; 4) les mutilations génitales et les nombreuses formes de violences sexuelles subies par les femmes et exacerbées par le conflit.

La prévalence du VIH/Sida au sein de la population âgée de 15 à 49 ans, estimée à 4,1 % en 2015, reste la plus élevée dans la sous-région de l’Afrique centrale bien qu’en recul d’un peu plus de 2 points en 10 ans. Cette estimation découlant du rapport national sur les OMD de 2015, ne présente pas les données ventilées selon le genre. Toutefois, le rapport souligne que les tendances observées en 2010, année où la prévalence était nettement plus élevée chez les filles âgées de 15 à 24 ans (4,2 %) que chez les garçons (0,7 %) subsisteraient en 2015.

4.4 Éducation

La crise politico-sécuritaire est venue aggraver les problèmes structurels du système éducatif notamment l’insuffisance de l’offre d’éducation et la faible qualité des enseignements, affaiblissant davantage le capital humain de la RCA sur lequel doit s’appuyer le relèvement économique et social du pays. Selon les données en ligne de l’Institut des statistiques de l’UNESCO le taux d’alphabétisation des Centrafricains âgés de 15 à 24 ans était de 36,4 % en 2015 dont 48,9 % chez les hommes et 27,0 % chez les femmes, le taux net de scolarisation secondaire ayant été de 13,6 % en 2012. Les filles sont nettement désavantagées par rapport aux garçons, dont le taux net de scolarisation secondaire était de 17,93 % en 2012 soit près du double de celui des filles qui était de 9,34 %.

Figure 11 : Taux d'alphabétisation des adultes et taux net de scolarisation au secondaire (en pourcentage)



Source: UNESCO Institute for Statistics (UIS)

4.5 Évaluation de l'égalité de genre en RCA

L'état de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes est mesuré en fonction de domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée de l'Afrique.

Pour évaluer l'ampleur réelle de l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes et pour parvenir à mesurer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique, la CEA a mis au point un outil de suivi appelé, Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes qui visent à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la performance est basé sur les données de l'Indice de la condition de la femme. Cet Indice est une composante de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la performance est calculée comme une moyenne arithmétique non pondérée, en prenant le ratio femmes/hommes des valeurs de l'indicateur, le multipliant par 10 et en arrondissant le résultat au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le degré d'inégalité le plus élevé, une note de 5 montre une parité moyenne, tandis qu'une note de 10 représente une parité parfaite. Un niveau de parité supérieure à 10 représente des situations où les femmes surclassent les hommes, quel que soit le niveau de développement de la zone en cours d'évaluation.

La plupart des données utilisées pour calculer les notes proviennent des plus récentes sources de données internationales disponibles, les dernières données nationales ne l'étant pas. Il s'agit notamment de données émanant de l'UNESCO (2012 et 2015), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) 2010-2011, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH / sida

(ONUSIDA) 2010, des Nations Unies 2010-15, de la Base de données Global Findex 2014, des données des indicateurs du développement de la Banque mondiale (BM 2014-15) et de l'Union interparlementaire 2016.

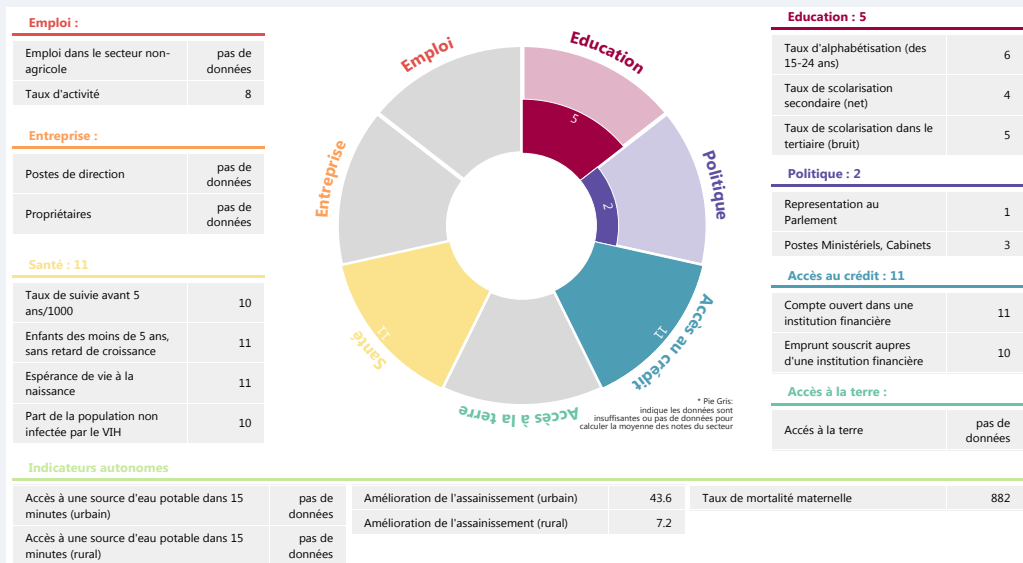
Encadré 3: Égalité de genre et autonomisation des femmes - RCA

Les données relatives aux indicateurs de santé rendent compte de l'égalité des sexes (la note de parité de 10 étant attribuée) s'agissant des enfants de moins de 5 ans en termes de taux de survie et de la population âgée de 15 à 24 ans sans VIH / sida (ONUSIDA, 2010). En ce qui concerne les enfants de moins de 5 ans normalement constitués et l'espérance de vie à la naissance, les femmes sont mieux loties que les hommes, 11 étant la note attribuée. L'espérance de vie à la naissance des femmes était supérieure à celle des hommes de 3,5 ans entre 2010-2015. D'après le Findex de la Banque mondiale (2014) il y a également égalité entre les sexes en matière d'accès au crédit bancaire.

Malgré les progrès réalisés dans certains secteurs, il reste des domaines préoccupants. Dans le secteur de l'éducation, on constate une inégalité s'agissant du taux net de scolarisation dans le secondaire, du taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur et de l'alphabétisation des jeunes, les notes de 5, 4 et 6 respectivement étant attribuées (UNESCO 2012 et 2015). Il ressort ainsi des tendances concernant l'alphabétisation des jeunes entre 2010 et 2015 que le pourcentage d'alphabétisés âgés de 15 à 24 ans a considérablement diminué pour l'un et l'autre sexe. Le taux d'alphabétisation des jeunes femmes estimé à 49,0 % en 2010 est tombé à 27 % en 2012 et 2015. Chez les jeunes hommes, il est passé de 72,6 % en 2010 à 48,9 % en 2012 et 2015.

Les femmes sont nettement défavorisées par rapport aux hommes dans le domaine politique, en particulier au parlement et au gouvernement. Plus des trois quarts des postes ministériels sont occupés par des hommes, 3 étant la note attribuée. En outre, seulement 7,2 % des parlementaires sont des femmes, les hommes détenant 92,8 % des sièges parlementaires (UIP 2016).

Enfin, selon le rapport Tendances du taux de mortalité maternelle 2015 le taux de mortalité maternelle (TMM) en RCA était de 882 pour 100 000 naissances vivantes en augmentation de 10 points par rapport aux données estimées pour l'année 2014 qui étaient de 872 (OMS 2015 & BM 2014-2015).



Source : Commission de l'Union africaine et CEA, 2015.

Principaux défis

Relever le défi de la reconstruction économique à la faveur des corridors de développement

Outre le nombre élevé de morts qu'elle a provoqué, la crise politico-sécuritaire en RCA a entraîné un déplacement massif des populations et la destruction de la plupart des infrastructures sociales et économiques aussi bien dans la capitale Bangui qu'à l'intérieur du pays. Le conflit a par ailleurs entraîné la fermeture et la destruction des infrastructures et des biens de plusieurs entreprises ainsi que la paralysie de l'administration, entamant ainsi le potentiel de croissance de l'économie. Il est essentiel de rebâtir l'économie au lendemain du conflit pour remettre le pays sur la voie du développement économique et réduire tout risque de retour de la violence. Dans cette perspective, le pays doit réaliser des taux de croissance plus élevés que ceux enregistrés avant la crise et veiller à donner un caractère inclusif à cette dynamique de croissance en créant un grand nombre d'emplois, et en adoptant et en mettant en œuvre des mesures de nature à réduire les inégalités.

Le nouveau gouvernement issu des élections organisées au début de l'année 2016 s'est formellement engagé à promouvoir la réconciliation nationale, la cohésion sociale, la création d'emplois et la transformation de l'économie centrafricaine. Même s'il est trop tôt pour parler de transformation structurelle, étant donné sa situation au lendemain du conflit, la RCA dispose d'une réelle opportunité pour jeter les bases d'une telle transformation en misant sur les corridors de développement en vue d'en faire un maillon essentiel de son développement économique et social. Consacrée aux contraintes tenant à l'enclavement de la RCA, la section qui suit est l'occasion de traiter des corridors de transport censés permettre de surmonter le handicap géographique du pays, avant de souligner l'intérêt de la transformation des corridors de transport en corridors de développement.

5.1 Contraintes tenant à l'enclavement

Pays enclavé sans accès direct à la mer et dont l'essentiel des infrastructures est concentré dans la capitale Bangui, la RCA a, selon Domínguez-Torres et Foster (2011) des infrastructures de transport très embryonnaires, notamment en termes de connexions internationales. Le pays a un seul aéroport international, celui de Bangui et deux ports fluviaux à Bangui et à Salo mais ne possède aucune infrastructure ferroviaire. Son principal débouché maritime est le port de Douala au Cameroun, situé à plus de 1 500

Tableau 2 : Coût d'exportation et d'importation d'un conteneur en RCA et dans quelques pays d'Afrique centrale en 2014

Pays ou régions	Coût d'exportation (dollars des États-Unis par conteneur)	Coût d'importation (dollars des États-Unis par conteneur)
Burundi	2 905	4 420
Cameroun	1 379	2 267
Congo	3 795	7 590
Guinée équatoriale	1 390	1 600
RCA	5490	6335
RDC	3 365	4 290
Tchad	6 615	9 025
Afrique subsaharienne	2 201	2 931
Monde	1560	1877

Source : Banque mondiale, 2016

km. Il emprunte également la voie transéquatoriale par le fleuve jusqu'à Brazzaville au Congo, navigable sur une certaine période de l'année.

L'insuffisance des infrastructures de transports nuit aux échanges et occasionne des surcoûts. Les coûts de transport élevés affaiblissent la compétitivité des pays en développement sans littoral et réduisent par conséquent le volume de leurs échanges (CEA, BAD et CUA 2010). Selon Ackah et Morrissey (2005), les frais de transport représenteraient dans le cas des pays enclavés environ 20 % de la valeur des exportations en Afrique, ce qui est nettement plus élevé que dans les autres régions, par exemple en Asie et en Europe de l'Ouest, où ils s'établissent respectivement à environ 8 % et 5 %.

Le coût du transport des marchandises à partir et à destination de la RCA, qui est très élevé, est supérieur à la moyenne des pays d'Afrique centrale, qui est déjà plus élevée que celle des autres sous-régions du continent. La médiocrité des infrastructures de transport occasionne des coûts supérieurs à ceux des pays comparables dotés de meilleures infrastructures ou d'un meilleur accès à la mer. Ainsi, selon les données en ligne de la Banque mondiale, en 2014 les coûts d'exportation et d'importation d'un conteneur en RCA, estimés respectivement à 5490 dollars et 6335 dollars, sont après, ceux du Tchad, les plus élevés en Afrique centrale. À titre de comparaison, la moyenne mondiale à l'exportation et à l'importation d'un conteneur est de 1560 dollars et 1877 dollars respectivement (Tableau 2). En conséquence, les produits de base sont nettement plus chers en RCA que dans les pays voisins non enclavés.

L'enclavement de la RCA se trouve aggravé par un secteur des transports peu performant. Toutefois, l'aménagement de corridors de transport devra permettre de rompre l'isolement géographique et de soutenir efficacement les échanges du pays.

5.2 Corridors de transport

Réseau de routes ayant pour point de départ ou point de destination un port maritime, les corridors servent à promouvoir le commerce intérieur et extérieur en fournissant des services logistiques et de transport efficaces. Leur entretien régulier permet d'améliorer la qualité du transport et d'autres services logistiques. La qualité s'appréciant ici en termes de temps de transit et de coût de l'acheminement des biens dans le corridor. Par conséquent, la fiabilité d'un corridor se mesure en fonction du temps de transit et de la souplesse qu'offre la diversité des services sur les itinéraires faisant intervenir plusieurs modes de transport (CEA, BAD et CUA 2010).

La RCA a conclu des accords bilatéraux avec deux pays voisins qui ont un accès à la mer, le Cameroun et le Congo, en vue de faciliter davantage le commerce. Elle compte ainsi deux corridors principaux venant contribuer à son désenclavement, mais ne peut, en pratique, utiliser qu'un seul, à savoir celui reliant Bangui au port de Douala distant de 1500 kilomètres, qui est souvent impraticable pendant la saison des pluies en raison du mauvais état des routes. Le second corridor qui relie Pointe-Noire à Bangui en passant par Brazzaville conduit à emprunter l'Oubangui, un affluent majeur du fleuve Congo, non navigable en saison sèche.

Le transport et le transit routiers en direction de la RCA restent complexes et coûteux du fait du mauvais état des routes et de nombreuses barrières tarifaires et non tarifaires, malgré les initiatives tendant à simplifier les formalités, notamment l'adoption de la procédure du « Transit Inter États des Pays de l'Afrique central » (TIPAC). L'absence d'un système de transports et de transit plus performant constitue un handicap sérieux pour les opérateurs économiques et l'Administration de la RCA qui vient nuire aux activités commerciales dans ce pays.

Il n'existe pas d'organisme de gestion des corridors en Afrique centrale ayant pour vocation de coordonner la logistique et la solution des problèmes complexes des transports. Ce type d'organisme est pourtant nécessaire pour permettre de superviser tous les aspects relatifs au transport des marchandises le long de tel ou tel corridor et ainsi de renforcer la capacité opérationnelle des corridors et de réduire les coûts des affaires et des échanges.

S'ils concourent véritablement au désenclavement de la RCA, les corridors de transport n'arrivent pas encore à jouer pleinement leur rôle de facilitateur des échanges.

5.3 Corridors de développement

Le concept de corridor de développement consiste dans le fait d'utiliser les corridors de transport comme moyen de stimuler le développement économique et social des zones riveraines en créant des infrastructures de transport, à côté des infrastructures industrielles et sociales. Loin de servir uniquement à acheminer des biens et services, les voies de transport régionales sont désormais censées aussi agir comme catalyseurs du développement des zones rurales et frontalières en venant permettre d'augmenter, à la faveur de la création d'emplois directs et indirects, les moyens de subsistance et les revenus des catégories vulnérables. Les frontières

Encadré 4 : Le couloir de développement de Beira

Les couloirs de croissance agricole dont le couloir de croissance agricole de Beira (CCAB) du Mozambique ont récemment gagné en importance.

Le CCAB s'entend généralement du réseau de transport reliant le Mozambique (port de Beira) au Zimbabwe. On y inclut depuis peu les liaisons routières reliant Beira au Malawi et à la Zambie ainsi que la liaison ferroviaire jusqu'à Tete. Le développement du couloir de Beira repose sur deux initiatives parallèles : les investissements dans les mines de charbon de Tete et le CCAB.

L'initiative du CCAB est un partenariat entre le gouvernement mozambicain des investisseurs privés, des associations d'agriculteurs, le Département britannique du développement international, la Norvège et les Pays-Bas. Lancée en 2010, elle vise à promouvoir des investissements supplémentaires dans les exploitations commerciales et l'agroalimentaire dans le couloir de Beira. Le fonds d'amorçage du CCAB soutient de nombreux investissements dans les secteurs agricole et agroalimentaire. Le CCAB soutient également, en coopération avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, des investissements dans des projets d'irrigation et de services d'appui aux petits exploitants.

Source : FMI, 2014

politiques cessent ainsi d'être également des frontières économiques et la planification spatio-économique régionale devient primordiale. En définitive, il s'agit de transformer les corridors de transport en moteurs du développement socioéconomique. Cette conception des corridors est particulièrement importante pour la RCA dont l'enclavement, combiné à l'absence et/ou à la médiocrité des infrastructures de base, explique l'exclusion spatiale des populations en particulier celles de l'intérieur du pays qui n'ont presque pas d'accès aux zones urbaines.

Plusieurs pays africains se sont donné des plans pour transformer les corridors de transport existants en corridors de développement à l'instar du couloir de développement de Beira (Mozambique) (encadré 3), le but étant:(i) d'améliorer la connectivité physique ; ii) d'assurer la sécurité alimentaire ; iii) de soutenir l'intégration commerciale régionale ; iv) de favoriser la croissance agricole ; et v) d'absorber l'expansion des grandes agglomérations, y compris leur arrière-pays.

5.4 Conditions de la transformation des corridors de transports en corridors de développement

Pour opérer la transformation des corridors de transports en corridors de développement, la RCA et les pays riverains doivent remplir certaines conditions :

- La première condition consiste à renforcer les équipements physiques nécessaires pour assurer l'efficacité et l'efficacé du transport et des échanges commerciaux, et ce à la faveur: 1) de la création de nouvelles voies de transport et la remise en état de celles qui existent; 2) de l'amélioration qualitative des infrastructures ; 3) de la modernisation des infrastructures liées aux domaines prioritaires tels que l'agriculture en milieu rural et 4) du développement de l'agro-industrie.

- La seconde condition consiste dans l'aménagement logistique. On s'accorde en effet à considérer qu'une logistique bien conçue encourage la libre circulation des personnes et des biens en rendant plus facile l'emmagasiner, l'entreposage, le camionnage, la gestion de l'assurance et du fret ainsi que les services connexes. En outre, elle favorise l'harmonisation des actions des pouvoirs publics, la réglementation et les institutions dans le corridor. Par ailleurs, toute bonne logistique suppose aussi l'application des accords commerciaux transfrontaliers, la simplification, la normalisation et l'harmonisation des procédures d'immigration et de quarantaine, la promotion des technologies de l'information et de la communication et la création d'un centre de logistique.
- La troisième condition a trait à l'aménagement économique et social. Il s'agit ici de privilégier, le long du corridor, les investissements dans les domaines d'intérêts pour la RCA notamment dans l'industrie manufacturière et, plus précisément l'agro-industrie; les sociétés d'exploitation des ressources naturelles; les petites entreprises; le commerce; les écoles et les centres de santé. Cette étape doit permettre de combler les lacunes majeures de la RCA en termes d'infrastructures notamment dans le domaine de l'électricité où plus de la moitié des lignes de transport d'électricité ont plus de 30 ans.
- Une dernière autre condition consiste dans la prise en compte des questions transversales telles que celles liées à la durabilité environnementale ou aux questions d'ordre social.

La transformation des corridors de transport en corridors de développement nécessite des efforts financiers qui dépassent les moyens d'un seul acteur, ce qui plaide en faveur d'une forme de partenariat faisant intervenir le secteur privé, un rôle précis du secteur public, la participation des communautés locales et le recours à l'aide internationale.

Par ailleurs, une plus grande sensibilisation des administrations nationales, des opérateurs économiques et des populations aux enjeux de l'intégration régionale est indispensable pour favoriser une meilleure prise en compte de la dimension régionale à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des projets et programmes nationaux de développement.

En conclusion, la réussite de la reconstruction économique de la RCA au lendemain du conflit exige de placer durablement le pays sur une trajectoire de croissance soutenue et inclusive afin de réduire tout risque de retour de tout conflit. Le potentiel pour les corridors de développement de devenir un catalyseur pour la croissance économique de la RCA et l'intégration régionale en Afrique centrale n'est plus à démontrer. Les nouvelles autorités issues des élections comme celles des pays riverains doivent tout mettre en œuvre pour exploiter un tel potentiel en vue d'interconnecter, intégrer et transformer leur pays.

6. Evaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologique : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs: un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Indicateurs des macroéconomiques et sectoriels	Valeur	Evaluation
Taux de croissance réel du PIB (%)	4,9 (2015)	2
PIB (en milliards de FCFA)	909,2 (2015)	2
PIB a prix constant prices(en milliards de FCFA)	608,6 (2015)	2
Inflation – évolution annuelle(%)	2,0 (2015)	2
Solde compte courant (en milliards de CFA)	-82,5 (2015)	2

Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Evaluation
Flux nets d'IDE (en millions de dollars É.-U.)	3 (2015)	3
Exportations totales (en milliards de FCFA)	50,5 (2015)	2
Importations totales (en milliards de FCFA)	204,7 (2015)	2
Formation brute de capital fixe (en milliards de FCFA)	74,7 (2015)	2

Éducation et emploi	Valeur	Evaluation
indice de parité filles/ garçons au primaire	68,1 (2015)	1
Ratio emploi-population totale (%)	63 (2014)	1
Proportion de population centrafricaine vivant en dessous du seuil de pauvreté (%)	70 (2015)	1
Taux de chômage (%)	24,2 (2015)	1

Santé	Valeur	Evaluation
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000)	139 (2015)	1
Taux de mortalité maternelle (pour 1 000 naissances vivantes)	880 (2015)	1
Pourcentage des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale (%)	20,8 (2015)	1
Taux de mortalité neonatale(pour 1 000)	96 (2015)	1

Codes des sources de données

1. Données nationales officielles
2. BEAC
3. CNUCED

Bibliographie

Ackah, C. and Morrissey O. 2005 - Trade Policy and Performance in Sub-Saharan Africa since the 1980s, Document de recherche Credit No 05/13, Université de Nottingham.

BAD (2013) : Développement de corridors économiques en Afrique : Bien-fondé de la participation de la Banque africaine de développement, Note d'information sur l'intégration régionale, Département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce - No. 1. avril 2013.

BAD, OCDE, PNUD (2014) : Perspectives économiques en Afrique : Transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique, Édition thématique.

Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) (2016) : Cadrage macroéconomique, juillet 2016 ; base de données non disponible en ligne.

Banque mondiale (2016): Données en ligne.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Commission de l'Union africaine (CUA) (2015), Report on the state-of-play of progress towards regional free trade areas (FTAs) at regional economic community level, both in the tripartite and other regional economic communities. Document présenté lors de la huitième Conférence des ministres africains du commerce, Addis-Abeba, 8-15 mai 2015.

CEA, BAD et CUA (2010), État de l'intégration régionale en Afrique IV: Développer le commerce intra-africain, Addis-Abeba.

CEA, BAD et CUA (2012), État de l'intégration régionale en Afrique V: vers une zone de libre-échange continentale africaine, Addis-Abeba, Nations Unies.

CEA, BAD et CUA (2013), État de l'intégration régionale en Afrique VI: harmonisation des politiques visant à transformer l'environnement commercial, Addis-Abeba: CEA.

CEA et CUA (2015), Africa Regional Integration Index: emerging findings. Document présenté lors d'une manifestation en marge de la huitième Conférence des ministres de l'Union africaine et de la CEA, Addis-Abeba, 16 mars 2015.

CNUCED: UNCTADstat Données en ligne.

Commission Economique pour l'Afrique (CEA) (2010) : État de l'intégration régionale en Afrique IV: Développer le commerce intra-africain, Addis-Abeba, Éthiopie, mai 2010.

Dominguez-Torres, Carolina; Foster, Vivien. 2011. The Central African Republic's Infrastructure: A Continental Perspective. Policy Research working paper; no. WPS 5697. World Bank.

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/3461> License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0."

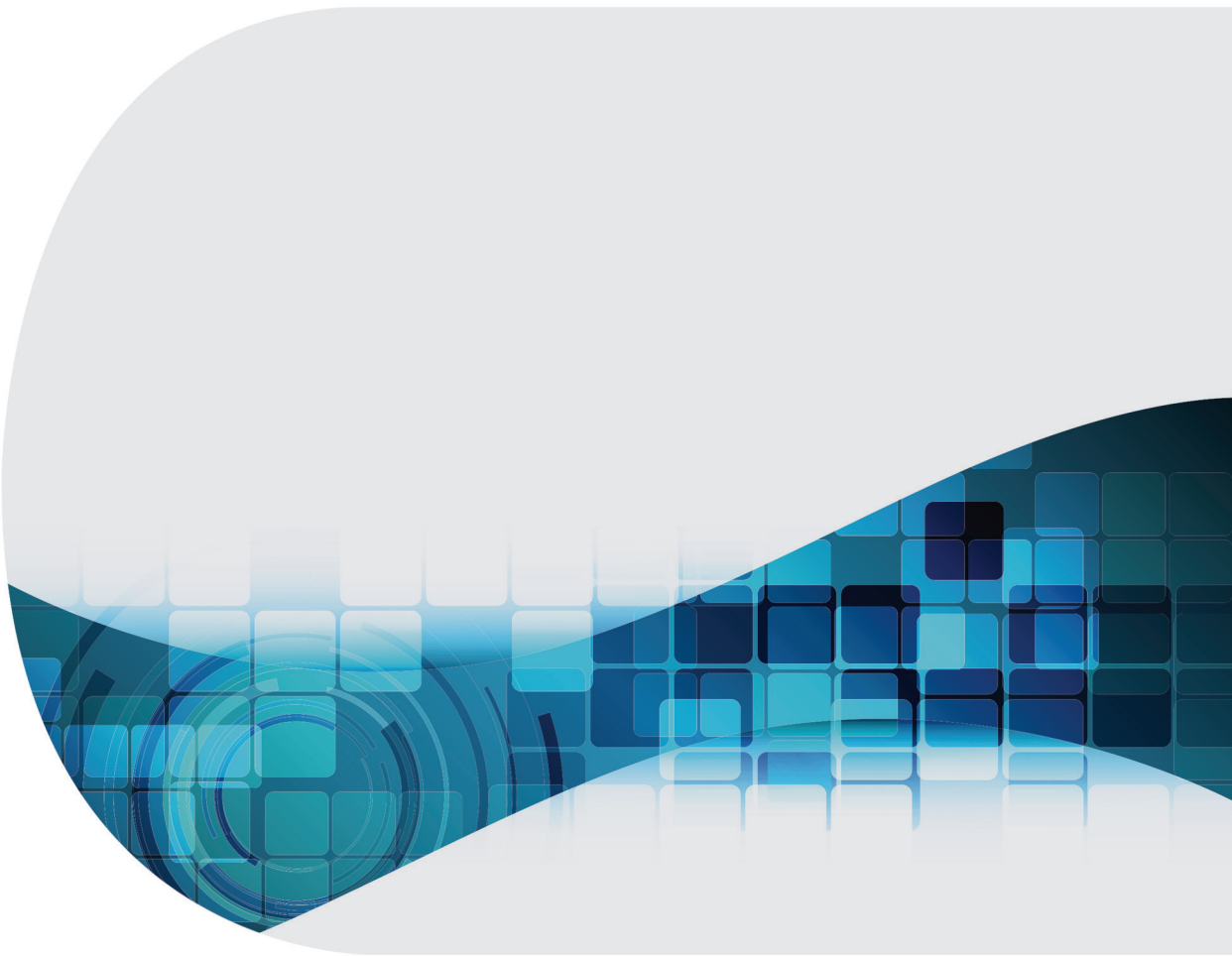
FMI (2014); La montée en puissance du Mozambique : Construire un nouveau lendemain, African Departmental Paper No. 14/4 Washington, D.C., Mai 2014.

Institut Centrafricain des statistiques et des études économiques et Sociales (ICASEES) (2008): Enquête centrafricaine sur le suivi et l'évaluation du bien-être, ICASEES, Ministère du Plan, 2008 cité dans RCA, Nations Unies (2015) page 13.

Ministère de l'emploi (2015) : Résultat du rapport d'analyse diagnostique de la problématique de l'emploi particulièrement des jeunes en RCA post crise 2015, Ministère de l'emploi, cité dans RCA, Nations Unies (2015) page 16.

République centrafricaine (RCA), Nations Unies (2015): Suivi des objectifs du Millénaire pour le Développement : Rapport final 2015.

UNESCO : Institute for Statistics (UIS) données en ligne.



UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

ISBN 978-9994-68-85-0

